

LES CONGRÈS SOCIALISTES DE NANCY (1907 ET 1929)

Gilles Candar

02/06/2025

Le 81^e congrès du Parti socialiste se tiendra du 13 au 15 juin 2025 à Nancy. C'est la troisième fois dans l'histoire du parti que la ville lorraine accueille ce temps fort de la vie militante, après les congrès précédents qui s'y sont déroulés en 1907 et 1929. Les débats animés des socialistes d'alors, autour des sujets comme la paix et la guerre, le féminisme, le colonialisme, la laïcité ou bien l'école, ne sont pas sans écho avec nos questionnements actuels. Gilles Candar, historien et membre du Conseil d'administration de la Fondation Jean-Jaurès, nous invite à les revivre.

Le Parti socialiste (Section française de l'Internationale ouvrière) a connu deux congrès à Nancy. Le premier s'est tenu à la Maison du Peuple¹ du dimanche 11 au jeudi 15 août 1907. Son ordre du jour, chargé et diversifié, a surtout laissé dans la mémoire historique les débats sur « le militarisme et les conflits internationaux » en préparation du congrès de l'Internationale socialiste prévu à sa suite, du 18 au 23 août 1907 à Stuttgart. Ce fut un congrès aux débats animés et parfois rugueux, mais sans rupture. Le second congrès eut lieu du dimanche 9 au mercredi 12 juin 1929, salle de la Grande Taverne (à proximité de l'hôtel de Mahuet, rue Saint-Dizier), préférée au dernier moment à la salle du Printania, dont l'acoustique était moins bonne, avec un ordre du jour moins ample, centré sur « Le Parti socialiste et l'école ».

À chaque fois, les socialistes ont choisi Nancy un peu par défi, en tout cas pour montrer leurs ambitions de développement. En 1907, il existe encore une fédération de Lorraine qui rassemble la Meurthe-et-Moselle et la Meuse (les Vosges ont pris leur autonomie en 1906)². Ses effectifs sont modestes : 134 cotisants seulement homologués pour le congrès³. Le secrétaire fédéral, le monteur en chaussures Louis Léchevin, syndicaliste CGT des Cuirs et Peaux, ouvre la première séance, mais laisse aussitôt la présidence à des cadres nationaux expérimentés (Landrin, l'homme de confiance de Vaillant, Groussier, député de Paris, et Delory, le guesdiste du Nord, ancien et futur maire de Lille) puisque le congrès est prévu comme devant être difficile. Lors du congrès de 1929, le secrétaire fédéral de l'époque, Charles-André Doley, est présenté comme étant « à la tête d'une toute petite fédération⁴ ». Les socialistes n'ont obtenu que moins de 9000 voix (environ 8% des suffrages) dans le département lors des élections législatives de 1928 et aucun député.

Nancy 1907 : une situation politique bloquée

Lors du congrès de 1907, l'ambiance est assez tendue entre socialistes. Les élections législatives de 1906 n'avaient pas été mauvaises : majorité républicaine et laïque, à dominante radicale et radical-socialiste, progrès des socialistes eux-mêmes qui obtenaient une cinquantaine d'élus (sur 592) avec près de 10% des suffrages. À l'automne 1906, un gouvernement de gauche avait été formé sous l'égide de Georges Clemenceau, avec des ministres emblématiques, parmi lesquels deux socialistes désormais « indépendants » (Briand à l'Instruction publique et aux Cultes, chargé de l'application de loi de séparation des Églises et de l'État, Viviani au Travail, nouveau ministère aux grandes ambitions), ainsi que le général Picquart, héros dreyfusard, à la Guerre... Clemenceau avait présenté un programme de réformes nettement « à gauche » (retraites ouvrières, impôts sur le revenu – « et au besoin sur le capital » –, nationalisation des mines et des chemins de fer, repos hebdomadaire, etc.), mais l'ambiance s'était vite dégradée.

Le nouveau président du Conseil, ministre de l'Intérieur depuis mars 1906, veut en effet d'abord assurer l'ordre public face aux grèves et aux agitations diverses. La répression menée par le « premier flic de France » est rude et fait régulièrement des victimes. L'implicite majorité de gauche se défait et, pour l'essentiel, les réformes annoncées sont reportées à plus tard. Quelques semaines avant le congrès, tout le Midi viticole a été en révolte, menaçant l'équilibre gouvernemental, mais sans perspectives politiques bien définies. Désappointé, Jaurès ne peut que lâcher face à ses anciens amis, tel le ministre Briand : « Ou pas ça ! Ou pas vous !⁵ ». Les élections partielles montrent pourtant que le Parti socialiste ne tire guère bénéfice des dissensions à gauche, car accusé parfois de complaisance envers des pratiques syndicales jugées excessives (violences, sabotages, grève surprise de l'électricité à Paris...). Le gouvernement tient bon⁶ et le débat politique en France semble bloqué au moins jusqu'aux élections municipales prévues en mai 1908⁷.

Nancy 1907 : les rapports entre parti et syndicats

Cette situation complique aussi les rapports internes entre socialistes, unifiés depuis peu (avril 1905). Le congrès commence par une offensive assez vive des guesdistes à la fois contre les courants libertaires, anarchistes ou anarchisants jugés dangereux et trop influents dans le monde syndical et contre des parlementaires considérés comme trop complaisants envers les radicaux au pouvoir. *L'Humanité*, le quotidien socialiste dirigé par Jaurès, n'est pas épargné. Les guesdistes lui reprochent notamment sa tribune libre ouverte aux syndicalistes et aux coopérateurs, y compris ceux qui critiquent l'activité socialiste. Récemment, le secrétaire général de la CGT Griffuelhes a pu ainsi s'en prendre à ceux qui refusent l'indépendance syndicale proclamée le 13 octobre précédent

lors du congrès confédéral réuni à Amiens : « Le citoyen Guesde est comme l'Église. Son cerveau immobilisé ne peut supporter la critique. Il a forgé des dogmes [...] ». Griffuelhes brosse un portrait désolé de Roubaix, le fief électoral de Guesde : « rien n'y vibre et n'y souffre : le sentiment de la vie et de la souffrance n'y étant pas répandu⁸ ». Certes, il arrivait aux tribunes libres de s'en prendre aussi à Jaurès ou à d'autres, mais, pour certains, les bornes sont ici dépassées. Pour les guesdistes, *L'Humanité*, journal socialiste, doit être l'organe du parti, et de lui seul. Pour Jaurès, il doit être ouvert à l'ensemble du mouvement ouvrier et être un « journal socialiste ». Dans l'immédiat, les guesdistes Compère-Morel, Rappoport, Constans, Bracke sont à l'offensive ; Renaudel, Albert Thomas et Varenne répliquent. Les grands leaders (Jaurès, Guesde, Vaillant) laissent dire pour l'essentiel. La ligne d'ouverture pratiquée de concert par Jaurès et Vaillant est maintenue, par 170 voix contre 116.

Le surlendemain, le débat reprend sur le fond. Jules Guesde⁹ et ses amis sont attachés à la conception classique de la social-démocratie qui souhaite l'union intime entre parti, syndicats et coopératives sous l'égide de l'élément politique, c'est-à-dire le parti, telle qu'elle se pratique en Allemagne et dans de nombreux autres pays d'Europe centrale ou septentrionale. Ils rappellent leurs griefs contre les déclarations ou les actions des syndicalistes les plus critiques à leur égard, qu'ils qualifient de libertaires ou d'anarchistes, ce qui n'est pas toujours le cas. De nombreux militants syndicaux, qu'ils se rattachent aux courants appelés « réformistes » ou « révolutionnaires », sont membres ou proches du Parti socialiste, mais refusent néanmoins toute tutelle. C'est le cas du secrétaire général, Griffuelhes, ancien candidat socialiste en 1900 aux élections municipales à Paris, et c'était probablement la situation de la majorité des congressistes à Amiens qui ont voté la fameuse motion d'indépendance. À Nancy, les guesdistes jouent du patriotisme de parti, mais ils se heurtent aux partisans de l'indépendance de chaque organisation, notamment Vaillant¹⁰, député de Paris, et ses amis de la fédération du Cher, discrètement soutenus par l'aile dite « réformiste » (Varenne). Comme au congrès de Limoges (1906), l'alliance entre Vaillant et Jaurès, renforcée sur ce sujet par le soutien des courants les plus à gauche (Hervé et Lagardelle), conserve une majorité suffisante (environ 54 % des mandats). Ce qu'on appellera bientôt la « charte d'Amiens » se trouve ainsi ratifiée par l'instance politique, au rebours du modèle dominant dans l'Internationale et de ce qu'avaient essayé de faire, vingt ans auparavant, le Parti ouvrier de Guesde et Lafargue avec la Fédération nationale des syndicats. C'est un moment important dans l'histoire du mouvement ouvrier français.

Nancy 1907 : la patrie, le militarisme et la lutte contre la guerre

Une autre question se révèle pourtant essentielle, lourde de sens pour l'avenir tragique du pays, même si sur le moment les désaccords qu'elle suscite s'expriment de manière plus maîtrisée. Il

s'agit du militarisme et des conflits internationaux, point inscrit à l'ordre du jour du congrès de l'Internationale, le premier à se tenir depuis l'unité socialiste. Le Parti socialiste compte alors une nouvelle vedette : Gustave Hervé. Professeur agrégé d'histoire révoqué, devenu avocat et journaliste, animateur de l'hebdomadaire *La Guerre sociale*, Hervé, qui signe souvent ses articles « Sans-Patrie », se place volontairement au rebours du consensus républicain sur le sujet jusqu'alors partagé par l'ensemble des socialistes de toutes tendances. Celle qu'il anime obtient un certain succès de sympathie auprès des militants, à Paris mais aussi dans certaines régions rurales. Son langage est dru. Hervé parle au nom des paysans de l'Yonne, sa fédération, « qui ne sont pas des poires » et ne veulent pas aller « à l'abattoir pour le Maroc »¹¹. Il invite donc « tous les citoyens à répondre à toute déclaration de guerre, d'où qu'elle vienne, par la grève militaire et l'insurrection ».

Son intervention est au cœur des débats jusqu'à celle de Jaurès qui s'emploie à décortiquer méthodiquement son argumentation. Très en verve, le député du Tarn se montre aussi singulièrement habile¹². Il explique que Hervé se fait une fausse gloire de son article proposant de planter le drapeau de Wagram dans du fumier : « vous vous appliquez – et vous y réussissez presque toujours à paraître dire autre chose que ce que vous dites en effet [...] vous n'avez jamais dit qu'il fallait planter le drapeau de la France dans du fumier [...] c'est pour protéger contre la profanation militariste la majesté du drapeau que vous avez écrit votre article [...] le casseur d'assiettes devenait raccommodeur de faïence ».

Sur le fond, Jaurès récuse tout abandon du patriotisme, en accord sur ce point avec Guesde, Vaillant, Longuet et Renaudel : « les nations, les patries sont un fait [...] elles ont à l'heure présente une valeur socialiste et humaine [...] même dans l'unité socialiste, cette diversité prolongée des nations sera un bienfait, parce que l'unité socialiste humaine ne sera pas uniformité ». L'affirmation de « nations originales gardant leur physionomie, leur génie propre » a autant de valeur que « la diversité des tendances personnelles » au sein de la grande unité de l'humanité prolétarienne. Mais Jaurès reconnaît toutefois le droit d'Hervé à exprimer et défendre ses idées, y compris au sein de la Commission administrative permanente (CAP). Il refuse donc son exclusion car, malgré ses débordements, Hervé a le mérite d'avoir rappelé « avec insistance » et même « fracas » la nécessité d'une action spécifique contre la guerre¹³.

Ainsi bousculé, un peu moqué, réfuté, mais maintenu dans l'unité socialiste, Hervé peut servir la stratégie de lutte contre le danger de guerre que défend Jaurès, aussi bien en politique intérieure qu'en politique internationale. Le débat se recentre sur ce vrai enjeu : les socialistes, en France, en Allemagne et ailleurs doivent-ils s'engager dans une action politique hardie et coordonnée contre le danger de guerre afin de contraindre, y compris par la menace d'une action insurrectionnelle, leurs

gouvernants à renoncer à leurs projets bellicistes et à accepter les procédures d'arbitrage que viennent de fixer des conférences internationales entre États (La Haye, 1899 et 1907)? Jaurès explique que la motion qu'il défend en vue du congrès international « proclame le devoir pour les prolétaires de défendre l'indépendance nationale. Mais si des gouvernements déchaînent des guerres d'aventure, le devoir révolutionnaire est d'abattre ces gouvernements pour y substituer des gouvernements de paix qui soient en même temps des gouvernements prolétariens ». Il cite Bebel, Kautsky, les autorités de la social-démocratie allemande. Ne faut-il pas au moins « donner aux gouvernements le frisson devant la guerre derrière laquelle ils verraient se lever la Révolution » ? Jaurès se montre tellement convaincant que Guesde concède un moment : « Sous cette forme, nous acceptons », aussitôt commenté par un congressiste anonyme et suspicieux : « Voilà la manœuvre ! ». De bonne humeur, Jaurès peut observer : « Étant ainsi un moment applaudi par tout le monde, je me demande si j'ai dit un mot de génie ou une sottise... (*Rires.*) ». Misères et charmes des congrès socialistes...

Qui gagne ? Formellement, tout le monde trouve des motifs de satisfaction. La poussée hervéiste est contenue, plafonnant à 13,5% environ des mandats. Hervé est délégué avec les grands leaders au congrès international de Stuttgart, où sa verve peut se révéler utile pour secouer les prudentes réserves des social-démocraties germaniques. Les guesdistes ont fait preuve d'une certaine souplesse, cherchant à isoler Hervé et à montrer les contradictions de l'axe majoritaire. Avec de solides bastions, le Nord notamment qui pratique l'unité de vote de ses délégués, ils obtiennent plus de 40% des mandats. Le bloc Vaillant-Jaurès conserve néanmoins sa majorité (entre 50 et 55% selon les cas), jouant des antagonismes croisés chez ses contradicteurs. Pour la motion finale préparant le congrès international, il atteint même 62% de pour avec seulement 5% de contre, la plupart des guesdistes s'abstenant (33%), ce qui vaut déjà demi-acceptation.

Nancy 1907 : le féminisme, le colonialisme, les immigrés, la réforme des statuts et la répartition des postes au sein de la direction

En fin de congrès, le quatrième jour, est abordée la question du suffrage des femmes. C'est l'occasion pour une militante féministe, Madeleine Pelletier, anciennement guesdiste récemment passée au courant hervéiste, de s'exprimer¹⁴. Elle explique, assez longuement, que les femmes connaissent « une servitude double » et doivent donc lutter pour l'affranchissement de leur sexe autant que pour l'affranchissement social. Elle insiste sur le droit de vote des femmes, qui certes appartient au programme des socialistes depuis « l'immortel congrès » de 1879, mais qui de fait mobilise rarement le parti et ses militants. Certains délégués manifestent leur fatigue ou leur ennui

devant tant d'insistance, mais Madeleine Pelletier est appuyée par la « citoyenne Sorgue », propagandiste renommée et reconnue dans le parti, qui insiste sur l'action syndicale, mais demande aussi une représentation féminine à la CAP du parti. L'historiographie se plaît souvent à souligner les difficultés rencontrées par les féministes socialistes dans leur parti¹⁵. Certes, leurs revendications sont souvent formellement approuvées, mais très modérément prises en compte dans la pratique. Notons au moins la force de ces deux interventions et considérons que c'est à l'issue du congrès de Nancy que pour la première fois une femme est élue membre de la CAP : Angèle Roussel, militante guesdiste, qui devient aussi secrétaire adjointe et membre suppléante du Bureau socialiste international. Madeleine Pelletier, qui inquiète davantage et se situe dans une tendance plus marginale, le sera aussi, mais deux ans plus tard, en avril 1909. Sur le droit de vote des femmes lui-même, le bilan est plus mitigé. Les socialistes en parlent parfois, le souhaitent, organisent des réunions ou présentent quelques candidatures féminines aux élections, de principe, dans des circonscriptions dépourvues de possibilités de succès, mais n'en font pas un thème central. Pour la plupart, sinon tous, y compris Jaurès, l'essentiel est pour le moment d'obtenir la représentation proportionnelle comme mode de scrutin.

Au moins, la revendication féministe a été (un peu) discutée et a commencé à avoir des effets à la CAP. La veille, pour la politique coloniale, le rapport (critique) préparé par Paul-Louis est considéré comme adopté sans aucune discussion, ce qui laisse de fait subsister bien des ambiguïtés. Celles-ci auraient pu se révéler lors du congrès international de Stuttgart, mais les débats et affrontements réels y ont lieu en commission à huis clos et échappent donc à toute publicité¹⁶. L'opposition de principe aux conquêtes permet de couvrir un flou dans la pratique dont les effets négatifs ne seront ressentis que bien plus tard. Dans l'immédiat en effet, à partir de l'automne, socialistes comme syndicalistes et libertaires, mènent une intense campagne dans le pays comme à la tribune de la Chambre contre l'intervention militaire au Maroc, sans trop parvenir à modifier le rapport des forces, les radicaux s'étant pour l'essentiel ralliés à une logique coloniale¹⁷.

En revanche, la question de l'émigration et de l'immigration, qui doit être elle aussi discutée à Stuttgart, l'est à Nancy¹⁸. La France, en effet, connaît une immigration assez importante, avant que le recensement de 1911 ne dénombre 1 100 000 étrangers en France sur une population totale de 39 600 000. L'avocat Jules Uhry, qui milite alors en Meurthe-et-Moselle (il est l'un de ses deux délégués au congrès), fait valoir que les socialistes, « internationalistes », ont des « sentiments de fraternité pour les ouvriers étrangers », mais que le patronat cherche à utiliser ces derniers pour faire baisser les salaires et détruire les syndicats. Il faut donc un travail d'éducation et d'organisation, pour les Italiens comme pour les Belges, mais aussi les Alsaciens « moins conscients encore » que les précédents. Cela suppose la défense des droits politiques, l'égalité des droits sociaux et une certaine maîtrise des migrations par les Bourses du travail elles-mêmes,

françaises comme étrangères. Une résolution est adoptée en ce sens.

En début comme en fin de congrès, de longs moments sont consacrés à la réforme des statuts, à un certain nombre – il faut bien le dire – de règlements de comptes entre militants et tendances, à la discussion sur la forte augmentation de l'indemnité parlementaire passée en un tour de main fin 1906 de 9600 à 15 000 francs par an qui a scandalisé le pays, alors que certaines réformes, comme l'instauration de retraites ouvrières et paysannes, s'enlisent pendant des années. Tout en réprouvant la méthode utilisée, en catimini, Jaurès se montre sensible aussi à la dignité de l' élu qui doit disposer d'un « salaire défini, connu et invariable ». Il fait sourire les congressistes en constatant que « Être élu, c'est déjà être impopulaire » et demande une solution raisonnable (cotisation supplémentaire de 3000 francs des élus pour la propagande du parti), finalement largement ratifiée (223 voix contre 70 et 15 abstentions). La CAP élue selon une proportionnelle un peu laborieusement modulée par une commission *ad hoc* comprend 22 membres, 13 pour la « majorité » – assez composite puisque comprenant Hervé tout comme des proches ou supposés tels de Jaurès, Vaillant et Allemane – et 9 pour la « minorité » guesdiste, qui elle aussi comporte quelques nuances entre ceux qui jouent plutôt en faveur du rassemblement interne et ceux qui campent sur une réserve plus bougonne. De toute façon, les décisions les plus importantes sont prises au niveau du groupe parlementaire ou du conseil national. Le PS (SFIO) de l'époque est largement une fédération de fédérations, ce qui équilibre sa déclaration de principes censée encadrer son activité. Le congrès s'achève par quelques motions rapidement adoptées, en faveur du droit syndical des fonctionnaires par exemple, ou pour interdire aux membres du parti de solliciter ou d'accepter des décorations.

Stuttgart, suite incertaine de Nancy

Le congrès international succède immédiatement au congrès national : réunions du Bureau socialiste international et de la commission parlementaire dès le 16 et le 17 août, ouverture du congrès le 18. Jaurès, Guesde, Vaillant et Hervé siègent à la commission décisive sur le militarisme et le danger de guerre et animent les débats. Ils proposent trois des quatre résolutions discutées (motion Vaillant-Jaurès, motion Guesde et motion Hervé, la quatrième est une motion Bebel, président du tout-puissant SPD (530 000 adhérents, 1 800 000 syndiqués associés, 29% des voix aux dernières élections). La motion Bebel est assez vague : les travailleurs et leurs représentants doivent faire « tout leur possible pour éviter que la guerre n'éclate » et en cas d'échec agir pour qu'elle « prenne fin rapidement »¹⁹. Hervé s'emploie à nouveau à casser quelques assiettes : « J'aime le beau peuple allemand, placide et bienveillant. J'admire votre science, votre organisation, vos grands militants. Mais vous n'êtes qu'une admirable machine à voter et à cotiser. Vous n'avez aucune conception révolutionnaire. [...] Votre attitude rend une guerre possible. Et si

vous marchez pour le Kaiser, vous marcherez, sachez-le, contre des communes révolutionnaires, debout au signal de la guerre. »

Guesde se risque parfois à quelques paradoxes troublants : la « guerre peut parfois enfanter la liberté » et « le prolétariat est souvent plus malheureux à l'usine que sur le champ de bataille ». Vaillant et Jaurès demandent une action politique qui fasse de l'Internationale une « force vivante ». Avec le soutien de l'extrême gauche de l'Internationale (Rosa Luxemburg, Martov et Lénine), ils obtiennent un compromis qui va un peu plus loin que ce que proposait Bebel : arbitrage international recommandé, action spécifique contre le militarisme et la guerre préconisée par « tous les moyens [...] les mieux appropriés [...] avec l'aide du Bureau international, force d'action et de coordination », promesse sinon « de s'entremettre pour faire cesser promptement [la guerre] » et de « précipiter la chute de la domination capitaliste ». Cela reste un peu flou, même si, publiquement, Jaurès s'affirme satisfait. Les controverses entre courants continuent à la une de *L'Humanité* avec des échanges aigrelets entre le jaurésien Gustave Rouanet²⁰ et le guesdiste Bracke sur l'interprétation de la résolution finale.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Nancy : 1929 avant la Crise

Malgré la force et la diversité des efforts pacifistes, la Première Guerre mondiale eut néanmoins lieu. Le bilan en est connu. En Russie, le parti bolchevik victorieux fonde une nouvelle Internationale à laquelle adhèrent les partis communistes du monde entier. En France, Léon Blum, Jean Longuet, Paul Faure et quelques autres ont gardé la « vieille maison ». Électoralement, le Parti socialiste SFIO maintenu ne se porte pas mal : 18% des suffrages, une centaine d'élus aux élections de 1928 face aux communistes qui obtiennent 11% et 11 élus seulement. Le Parti communiste (SFIC) est dans sa période de dénonciation agressive de tous les autres courants de gauche, à côté de laquelle les polémiques les plus enflammées d'aujourd'hui font figure de tendres bleuilles. La gauche est donc très divisée. Les modérés sont majoritaires à la Chambre. Au moment du nouveau congrès, Aristide Briand vient tout juste de former son onzième gouvernement, succédant à celui de Raymond Poincaré, où il mêle à son habitude ministres de

gauche, du centre et de la droite, afin de trouver la meilleure « diagonale²¹ » possible.

Le Parti socialiste n'a pas de perspectives proches d'accès au pouvoir. Il gère de nombreuses municipalités, relance en 1927 un quotidien, *Le Populaire de Paris*, que dirige Léon Blum, compte un nombre d'adhérents supérieur à ce qu'il était avant-guerre pour le parti unifié. Des questions se posent, néanmoins, sur le rôle qu'il doit jouer. Faut-il privilégier la confrontation avec le Parti communiste et songer au rétablissement d'une « unité ouvrière » ? Approfondir l'investissement républicain en alliance avec les radicaux et d'autres comme le pensent désormais Renaudel et de nombreux parlementaires ? Chercher de nouvelles solutions dans une voie nationale, d'organisation et d'alliance avec les classes moyennes²² ? Les débats ne manquent pas, mais, un an après les élections législatives, dans une situation économique et sociale malgré tout plutôt favorable, une situation politique apparemment stabilisée, ils sont maîtrisés et se déroulent dans un climat plutôt serein.

À Nancy, l'ordre du jour principal porte sur l'école²³. Est également prévu un point sur la récente loi des assurances sociales contre les risques de vieillesse, maladie et invalidité, préparée depuis 1920 et définitivement votée en 1928, que le gouvernement souhaite réformer²⁴. Le rapporteur de la loi à la Chambre, votée au cours de la législature précédente orientée plus à gauche, le socialiste Étienne Antonelli, universitaire et député de la Haute-Savoie, intervient dans le débat pour défendre le compromis obtenu entre Chambre et Sénat, patronat et syndicats ouvriers, et voir comment il pouvait être amélioré. Le débat assez court fait entendre quelques critiques ou mises en garde : Jean Zyromski, le leader de *La Bataille socialiste*, tendance de gauche et déjà homme fort de la fédération de la Seine, Jean Lebas, maire de Roubaix et futur ministre du Travail du Front populaire, le docteur Arsène Fié, député de la Nièvre, André Tellier, de la Sarthe, pour les travailleurs de l'agriculture.

Les deux premières journées du congrès sont occupées par les habituelles discussions des rapports, avec les empoignades rituelles sur les cotisations des élus et le règlement de quelques questions internes. Les socialistes se montrent préoccupés par la concurrence communiste dans les milieux ouvriers. La SFIO surclasse électoralement le PC mais a bien conscience qu'elle le doit aux progrès de son implantation dans les campagnes et auprès des classes moyennes. Dans la région parisienne et quelques grands centres ouvriers, sont avec les communistes les militants les plus ardents, « les plus agissants, les mystiques de la révolution²⁵ » comme les appelle Compère-Morel, avec un brin de nostalgie. De même, la réforme des statuts occupe la fin du congrès avec une discussion complexe sur les modalités d'élection et de direction du parti ou sur l'unité d'action du groupe parlementaire. Deux motions en faveur du droit de vote et d'éligibilité des femmes et sur la constitution d'une organisation des femmes socialistes sont adoptées à l'unanimité et sans

débat²⁶.

Nancy 1929 : le Parti socialiste et l'école

Le secrétaire général adjoint du parti, Jean-Baptiste Séverac, enseignant de philosophie, ouvre la discussion en la cadrant : il ne s'agit ni de s'interroger sur ce que pourrait être l'école dans un régime socialiste, ni s'en tenir à des questions qui seraient « strictement d'ordre pédagogique ou strictement d'ordre professionnel » car ce serait alors s'engager dans la voie des rivalités professionnelles. Il faut s'en tenir à deux questions politiques « presque terre à terre » : la laïcité et l'école unique. S'il prend quelques distances avec la « laïcité bourgeoise », Séverac estime nécessaire de la défendre vigoureusement, de combattre l'enseignement confessionnel improprement appelé « libre » et de demander des mesures sociales (bourses, etc.) pour que soit prolongé le temps de la formation scolaire. Futur secrétaire général, puis président de la Ligue des droits de l'Homme, agrégé d'histoire et intellectuel de la première génération dreyfusarde, signataire de la principale motion discutée, Émile Kahn oriente lui aussi les débats en voulant relancer la bataille laïque, bataille de « l'esprit de revendication » contre « l'esprit de résignation » qui serait celui de l'Église catholique. La majorité des intervenants va dans le même sens.

Des nuances s'expriment toutefois. Professeur à la faculté de droit de Lyon, longtemps premier adjoint au maire Édouard Herriot, Emmanuel Lévy²⁷ tente une réflexion assez subtile sur la part de la croyance dans le droit, notant au passage que « l'être juridique de raison est un être de foi », qui n'est peut-être pas directement comprise par tous les congressistes. En fait, deux questions assez classiques sont à nouveau évoquées : celle d'abord de la possibilité pour des croyants d'être socialistes, de savoir si le parti doit se définir comme antireligieux ou pas. Elle est en principe réglée depuis le congrès de Tours (1902) du Parti socialiste français et elle n'est pas vraiment remise en cause en 1929. En revanche, le monopole d'État sur l'enseignement qui avait été envisagé à l'acmé des luttes anticléricales au temps du gouvernement Combes est à nouveau discuté. Ainsi, Jules Uhry, devenu maire de Creil, est tenté de le demander en rappelant l'importance du sentiment anticléricale dans les milieux populaires. La solution qui se dégage est de prévoir la nationalisation de l'enseignement, à l'instar du Syndicat national des instituteurs, alors affilié à la CGT. La nationalisation est préférée au monopole car elle institue un ministère de l'Éducation nationale, accompagné d'organismes nationaux de direction et de recherches psycho-pédagogiques avec des conseils locaux, départementaux et régionaux à la gestion tripartite (pouvoirs publics, professionnels de l'éducation, usagers). Ce système doit assurer le caractère laïque des établissements sans les placer sous la tutelle directe de « l'État bourgeois », puisque les usagers en question ne seraient pas les parents d'élèves, susceptibles d'être sensibles à la propagande confessionnelle, mais, au nom du droit de l'enfant, futur citoyen et travailleur, les organisations

ouvrières elles-mêmes. Portant cette revendication, le jeune Henry Hauck soutient que le Parti socialiste ne doit pas prôner une morale de classe contre une autre, mais « la morale de l'humanité en marche ».

Agrégé de philosophie, ancien élève de l'ENS, Marcel Déat défend la motion de sa fédération, la Marne, dont il est l'ancien député. Il cherche à se situer à une certaine hauteur de vues, citant le jeune militant Claude Lévi-Strauss, alors secrétaire national des Étudiants socialistes, qui propose un socialisme complet apte à « englober à la fois la pensée rationnelle et les aspirations affectives et sentimentales de la conscience humaine ». Le discours de Déat est surtout critique et sans doute à visées personnelles. Il insiste sur la bataille sociale, dénonçant le caractère bourgeois aussi bien de la morale religieuse que de la morale laïque traditionnelle, au nom d'un État transformé par la volonté populaire, jouant à la fois sur les attentes militantes et sur des références intellectuelles, sans apporter de conclusions trop nettes.

André Philip a la tâche délicate de représenter le point de vue des chrétiens socialistes. Pour lui, le socialisme ne saurait se résumer à une technique ou à une doctrine, mais il est lui-même « un ensemble de forces spirituelles, une foi », ce qui lui donne la force de révolutionner le monde. Il défend la thèse que « le christianisme du Christ est laïque, humain et révolutionnaire ». C'est donc au nom de ses propres principes qu'il défend l'école laïque et souhaite lui aussi la nationalisation de l'école privée. Émile Kahn lui répond, défendant la valeur propre de la morale laïque, maintenant ses critiques contre les effets de la morale religieuse, citant l'anaphore célèbre de Jaurès sur le courage à la fin du *Discours à la jeunesse* et concluant sur le droit de l'enfant à recevoir, sans dogmatisme, un enseignement libre et complet. Proche de Renaudel, ancien comme lui du Parti socialiste révolutionnaire de Vaillant, l'écrivain Louis Perceau apporte une note nettement anticléricale. Il est néanmoins dépassé par le discours très offensif que tient Marceau Pivert. Alors encore adjoint de Zyromski à *La Bataille socialiste*, dirigeant avec lui la fédération de la Seine, Marceau Pivert accède à la notoriété nationale comme défenseur intransigeant de la laïcité, alertant sur le danger de l'influence croissante des enseignants « cléricaux » au sein de l'enseignement public. Son discours de combat prépare le vote d'une motion préparée par Émile Kahn et lue par Léon Blum qui place la laïcité comme objectif essentiel du Parti socialiste. La nationalisation de l'enseignement par une gestion tripartite devient son programme officiel. Le Parti socialiste entend mener une nouvelle bataille laïque qu'il présente comme défensive, laïciser les départements d'Alsace-Lorraine et tous les services publics. Il se définit comme « anticléric » face à une Église catholique mettant « son pouvoir au service du privilège capitaliste ». En attendant la nationalisation complète de l'école, il faut veiller au maintien de l'interdiction de l'enseignement congréganiste dans les écoles privées (loi de 1904), prolonger la scolarité au moins jusqu'à 14 ans et réformer l'enseignement technique en dehors des ingérences patronales. L'école

unique doit assurer à chaque enfant « l'enseignement auquel ses aptitudes le destinent²⁸ », lui donner « une culture vraiment humaine ». L'enseignement dans les premiers degrés doit rester neutre, c'est-à-dire fondée sur « la vérité démontrée et l'exercice de la raison ».

Deux congrès donc assez différents, malgré des constantes : poids des questions internes, difficultés à certaines causes, comme le droit des femmes, de s'imposer malgré une bonne volonté de façade, goût de l'éloquence et des controverses doctrinales. Le congrès de 1907 appartient à la période héroïque des années de fondation. Il surprend toujours par la vigueur et la profondeur des débats. Celui de 1929 précède les dramatiques années 1930, qui vont totalement bouleverser les conditions de la vie politique. Il a sans doute moins d'allant, moins de profondeur que le précédent, mais ses discussions sur la laïcité et la protection sociale participent aussi à la fondation d'une culture de gauche, d'inspiration socialiste au sens large, qui n'a pas épuisé son ambition, mais demande à être renouvelée et prolongée dans les conditions actuelles, marquées par de fortes poussées autoritaires et régressives.

1. Inaugurée en 1902, édifée par Paul Charbonnier et Eugène Vallin, la Maison du Peuple est dotée d'une façade ornée de sculptures allégoriques de Victor Prouvé représentant l'alliance du Travail et de la Pensée. La Pensée libre au-dessus du fronton accueille ainsi les congressistes.
2. Rappelons que la Moselle est intégrée de 1871 à 1918 à l'empire allemand.
3. Au niveau national, le secrétariat du parti déclare 48 462 cartes dont les cotisations seraient régulières au moment du congrès.
4. *Le Populaire*, 10 juin 1929. La Meurthe-et-Moselle compterait 15 sections avec 342 cotisants (et la Meuse cinq sections et 170 cotisants) à la fin de 1928, selon les rapports de la trésorerie. Le Parti socialiste revendique alors plus de 100 000 adhérents.
5. Conclusion de son discours à la Chambre des députés, le 11 mai 1907.
6. Il est significatif que le tableau d'Achille Rousseau-Decelle, *Séance à la Chambre des députés*, une des œuvres les plus connues du Palais-Bourbon, représente Jaurès à la tribune et Clemenceau lui répondant de son banc de ministre lors d'un de leurs affrontements de juin-juillet 1907, peu de temps avant la tenue du congrès de Nancy.
7. Les socialistes comptent beaucoup sur elles mais elles ne leur seront pas très favorables.
8. Victor Griffuelhes, « Déclaration de guerre », *L'Humanité*, 30 juillet 1907.
9. Jean-Numa Ducange, *Jules Guesde. L'anti-Jaurès ?*, Paris, Armand Colin, 2017.
10. Gilles Candar, *Édouard Vaillant, l'invention de la gauche*, Paris, Armand Colin, 2018.
11. Gilles Heuré, *Gustave Hervé. Itinéraire d'un provocateur*, Paris, La Découverte, 1997.
12. Christophe Prochasson, « Jaurès en congrès ou l'utopie délibérative », *Cahiers Jaurès*, n°187-188, janvier-juin 2008.
13. 4^e congrès national tenu à Nancy les 11, 12, 13 et 14 [et 15] août 1907, *compte rendu sténographique*, pp. 257-286.
14. Madeleine Pelletier, *Mémoires d'une féministe intégrale*, introduction, édition et notes par Christine Bard, Paris, Gallimard, coll. « Folio Histoire », 2024.
15. Utile rappel récent dans Julien Chuzeville, *Brève histoire des socialismes en France*, Montreuil, Libertalia, 2025.
16. Georges Haupt et Madeleine Rebérioux (dir.), *La Deuxième Internationale et l'Orient*, Paris, Cujas, 1967.
17. Gilles Candar, « La gauche coloniale en France. Socialistes et radicaux (1885-1905) », *Mil Neuf Cent, revue d'histoire intellectuelle*, n°27, 2009.

18. Bastien Cabot, *La gauche et les migrations*, Paris, PUF, 2024.
19. VII^e congrès socialiste international tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907, Bruxelles, Brismée, 1908, pour cette citation comme pour les suivantes.
20. Gustave Rouanet était délégué à Nancy avec l'un des trois mandats de la fédération du Tarn. Sur Gustave Rouanet est attendu un livre issu de la soutenance de thèse récente d'Étienne Rouannet (EHESS, 2025).
21. Nicolas Roussellier, *Le Parlement de l'éloquence : la souveraineté de la délibération au lendemain de la Grande Guerre*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.
22. Ce débat reste encore très embryonnaire. Henri de Man a déjà publié *Au-delà du marxisme* (Bruxelles, L'Églantine, 1927), mais ni Marcel Déat (*Perspectives socialistes*, Paris, Valois, 1930), ni le groupe Révolution constructive (1930-1938) n'ont commencé leurs campagnes, cf. Gilles Candar, « La revue *L'Étudiant socialiste* et ses avatars », *Aden*, n°20, 2024.
23. Pour une mise en perspective plus large, voir Gilles Candar, Guy Dreux et Christian Laval (dir.), *Socialismes et Éducation au XX^e siècle*, Bordeaux, Le Bord de l'eau, 2025.
24. Ce sera fait par la loi du 30 avril 1930, votée à une très large majorité, dont les socialistes, combattue par les communistes et quelques conservateurs sociaux extrêmes.
25. XXVI^e congrès national tenu à Nancy les 9, 10, 11 et 12 juin 1929, Paris, Librairie populaire, 1929, p. 93 pour cette citation.
26. Une seule femme à la CAP, Louise Saumoneau, et une à la commission des conflits, Suzanne Buisson.
27. Frédéric Audren et Bruno Karsenty (dir.), Dossier collectif sur « Révolution et conscience dans le droit : Emmanuel Lévy (1871-1944) », *Droit et société*, n°56-57, 2004/1.
28. La grande confiance dans l'orientation scolaire est une caractéristique de l'époque, cf. *Socialismes et éducation...*, *op. cit.*